

# Revue de presse du 15 au 31 mai 2011

## **SOLIDARITE – INITIATIVES LOCALES**

### **Nord - ROUBAIX**

#### **Déconstruire les clichés**

[nordeclair.fr](http://nordeclair.fr) - jeudi 19 mai 2011

Le collège Albert-Samain a dévoilé le 17 mai une exposition de photographies sur six élèves Roms de sa classe d'accueil. Un portrait en plusieurs clichés, pour aller à l'encontre du rejet touchant ces jeunes entre 11 et 16 ans. Grâce à un professeur de français, Marie-Hélène Jounwaz, ce projet a vu le jour et tente de changer l'image des élèves, et à travers eux, l'image de leur peuple. Un projet porté par Marie-Hélène Jounwaz et Virginie Laurent, aidées par l'Espace croisé et la médiathèque de Roubaix. Une première étape sur le chemin de la compréhension ?

--

### **Nord- LILLE**

#### **Réunion du collectif national Romeurope**

[nordeclair.fr](http://nordeclair.fr) - jeudi 19 mai 2011

La Communauté urbaine de Lille a accueilli le samedi 21 et dimanche 22 mai le collectif national Droits de l'Homme – Romeurope. Deux jours d'échanges entre élus, travailleurs sociaux et chercheurs, qui se pencheront sur la situation des populations Roms en Europe, France et dans la région.

Parmi les sujets abordés samedi : un constat de la situation des familles Roms dans l'agglomération lilloise, leurs droits fondamentaux, et un compte-rendu des expériences d'insertion mises en place actuellement dans la région, avec les élus (Villages d'insertion, logements provisoires de Villeneuve d'Ascq...).

Le dimanche, Romeurope et ses membres ont la parole, ainsi que l'eurodéputée Hélène Flautre (EELV) dont les droits des Roms sont le cheval de bataille.

--

### **Ile-de-France – PARIS**

#### **Paris, terre d'accueil ?**

[libération.fr](http://libération.fr) – le 19 mai 2011

Après la douche froide aux relents ségrégationnistes de l'été 2010, la France s'est engagée auprès de l'UE à soutenir les efforts d'intégration des Roms sur son territoire. Les représentants des 27

gouvernements de l'UE ont approuvé un plan d'action basé sur des stratégies nationales d'intégration à l'occasion d'une réunion des ministres chargés de l'emploi, de la politique sociale, de la santé et des consommateurs à Bruxelles. Amnesty International a formé le vœu que ce plan d'action ne reste pas en suspens, aucune sanction n'étant prévue pour ceux qui ne mettraient pas en application les efforts promis. Les gouvernements européens se doivent d'entrer dans une stratégie réelle d'aide aux populations Roms, sous l'égide de la Commission Européenne, outil d'évaluation de leur progression dans ce domaine.

«Malgré les efforts réalisés aux niveau national, européen et international pour faire progresser l'intégration des Roms, beaucoup d'entre eux sont toujours confrontés à une grande pauvreté, à une profonde exclusion sociale, à des obstacles dans l'exercice de droits fondamentaux et aux discriminations, ce qui se traduit souvent pour eux par un accès limité à un enseignement, à des emplois et à des services de qualité, de faibles niveaux de revenus, des conditions de logement médiocre, une mauvaise santé et une espérance de vie réduite», souligne le document approuvé par les gouvernements.

--

## **Rhône - LYON**

### **Le Grand Lyon se penche sur la situation des Roms à la source**

[Libelyon.fr](http://libelyon.fr) -20/05/2011

Coopération décentralisée, c'est le maître mot de la solution proposée pour aider les populations Roms. Olivier Brachet, vice-président du Grand Lyon en charge de l'habitat, ancien directeur de Forum Réfugiés, se félicite de la solution qui se profile : mobiliser des fonds européens, et le Ministère des Affaires étrangères, pour travailler avec la Roumanie. L'objectif est de rénover un quartier de Tinca, petite commune roumaine de 7700 habitants, qui compte près de 3000 Roms vivant sans eau ni électricité. C'est cela qu'ils fuient en se tournant vers Lyon, espérant gagner de l'argent pour rentrer vivre chez eux dans de meilleures conditions. Teodor Coste, le maire de Tinca, était à Lyon fin mai pour confirmer son engagement dans ce projet de réinsertion.

Dans un premier temps, pour atteindre l'objectif commun de "travailler [sur] une meilleure intégration des populations Roms dans leur pays", le Grand Lyon va parer au plus pressé : la réalisation de bains douches, avec l'accès à l'eau courante, et le raccordement à l'électricité des habitations. Ces travaux sont mis en place avec l'aide des Directions de l'eau, de l'assainissement et de la Propreté - et l'association Villes en transition, qui va suivre le projet, en veillant à son bon déroulement et à son développement au niveau local. "Ce n'est pas une action humanitaire sur un territoire sans la participation des autorités et des acteurs de ce territoire", précise Hubert Julien-Laferrière.

Si la question de l'intégration des Roms en Europe se pose à l'échelle de l'Union Européenne, "les villes doivent participer à cette politique de cohésion sociale européenne et prendre leur part de l'intégration des Roms en Europe" assure Hubert Julien-Laferrière. En septembre, ce sera le vote sur un premier investissement de 250 000€, un dossier à suivre.

--

## **Loire-Atlantique - TRENTEMOUT**

### **Rencontres entre Roms et Trentemousins**

Ouest France- samedi 21 mai 2011

Une réunion à l'initiative de l'association Am Sam a été organisée le 19 mai entre les habitants de Trentemoult et les Roms, arrivés il y a quelques semaines dans un quartier dit du « pendule ». L'objectif était de faire tomber les barrières entre les familles, pour éviter les malentendus et le rejet. Sans tomber dans la discrimination positive vis-à-vis des Roms, les riverains ont pu trouver des réponses aux questions qui leur viennent à l'arrivée de ces familles.

Tout est abordé, depuis le parcours de la soixantaine de Roms du camp (ballottés entre plusieurs terrains successifs depuis un an et demi) jusqu'à la question des ordures, en passant par des élans profondément humanistes, comme celui d'Émile Robert, président du Centre nautique Sèvre et Loire : « Ici, je vois des gens qui ont des gestes d'accueil. Mais tous, nous avons des voisins, des amis qui ne partagent pas cette position et qui disent : « Si on les accueille trop bien, ils ne partiront plus ». À nous donc d'avoir de la conviction à faire passer dans nos entourages. »

Les Roms évoquent pendant la réunion leur désir d'un terrain d'où ils ne seraient pas délogés, et leur peur permanente de l'expulsion. Cette fois, le terrain est raccordé à l'eau et l'électricité, et les ordures sont ramassées... Ils resteraient volontiers au « Pendule ». En attendant la suite, l'association a fait une collecte de tickets de bus pour les trajets scolaires des enfants, et prévoit d'organiser diverses activités culturelles pour pouvoir tisser des liens entre l'espace urbain et ces migrants perpétuels.

--

## **Bas-Rhin - STRASBOURG**

### **Formation de médiateurs à Strasbourg**

France3.fr /AFP – 23 mai 2011

Le 23 mai s'est achevée la formation d'une vingtaine de médiateurs chargés de favoriser l'intégration des Roms en France. Quatre jours pour eux, mais le programme du Conseil de l'Europe portait sur 47 Etats et 400 personnes formées au total.

Même si la France a émis l'impulsion d'une telle formation en octobre dernier, un des formateurs, Dominique Steinberger, directeur du Centre socio-culturel des gens du voyage à Strasbourg, regrette le retard pris sur un terrain comme celui de la Roumanie.

« Facilitateur », là pour « favoriser l'intégration » et « faire le lien entre les Roms et la société civile », le médiateur a déjà été en contact avec les populations Roms, et ne demande qu'à comprendre, pour rester neutre et désamorcer les conflits potentiels. Il sera le relais, pour aider les Roms dans leurs démarches d'accès à une vie « normale » : accès aux soins, à l'éducation, à l'emploi. "Ce qui leur manque, c'est cette capacité à prendre du recul. Il y a des enjeux que le médiateur ne perçoit pas toujours. Leur rôle est d'entendre toutes les parties afin de trouver les solutions

appropriées", explique Aurora Ailincai, chef de ce projet et représentante du secrétaire général du Conseil de l'Europe pour les questions relatives aux Roms.

Sur le terrain, les nouveaux médiateurs vont mettre en place ce qu'ils ont abordé pendant six mois, avant un bilan en novembre. Qu'on imagine et qu'on espère positif.

--

## **Nord- VILLENEUVE D'ASCQ**

### **Mobilisation et cabanes peintes**

Nordeclair.fr - 28 mai 2011

Créé en mai 2010, transformé en association en février dernier pour soutenir l'Areas qui aide les gens du voyage et les Roms migrants, l'Atelier solidaire attire l'œil sur ses nombreuses actions, main dans la main avec les Roms. Pour aider les habitants de la friche de l'école, divers programmes ont été mis en place, pour les enfants, pour les grands (alphabétisation...)

Sous l'égide d'un étudiant de 26 ans, Yann Lafolie, une soixantaine de personnes s'investit entre un atelier de lecture, les constructions de cabanes offertes par le père Arthur, les jardins cultivés en commun...

C'est sur ce rapport à la nature que travaille l'association, avec l'organisation de la première « Frich'ti », en octobre 2007, qui consiste à débarrasser ensemble la friche bordant l'école d'archi, Roms et riverains travaillant ensemble, dans un moment festif. L'événement sera répété en octobre et en mai, chaque année depuis.

Malgré la pétition lancée en avril, avec un démantèlement de cabane à la clé, Yann Lafolie et son association ont réussi à lancer la construction de toilettes sèches dans le camp, et à monter quelques cabanons joliment décorés. Qui tranchent avec l'autre partie du camp, bricolée et sale. Ce n'est qu'une mince victoire, un village de réinsertion provisoire et « sans moyens », une « mesure d'urgence », assène Yann. Mais tout de même porteur d'espoir et d'actions.

--

**JUSTICE**

## **Nord -ROUBAIX**

### **Menace d'évacuation pour les Roms de Roubaix et Cul-de-Four**

Nordeclair.fr - 18 mai 2011

Près de 250 Roms installés sur les terrains vagues entre les rues Rollin, Meyerber et le quai de Gand ont reçu une OQTF le 18 mai.

S'ils sont évacués, ils ne sauront pas vers quel lieu se tourner. La trêve qui faisait suite à la polémique de l'été dernier s'est terminée dans cette notification d'avis d'expulsion. Impossible de savoir qui a demandé l'expulsion, précise Dominique Dumontet, le porte-parole du collectif de solidarité avec les Roms de Roubaix, perplexe. Les élus avaient pourtant décidé de ne plus procéder aux expulsions de la zone en question. La Préfecture répond qu'aucune intervention policière n'était prévue ce mercredi, et elle n'est pas décisionnaire dans le cas d'une expulsion de terrain. La métropole de Lille, alors, qui n'assumerait pas cette expulsion ?

Difficile de trancher : les papiers auraient été détruits par les Roms, qui demandent de l'aide. Si l'évacuation a lieu, ils prévoient de manifester à Lille, sur la place de la République : du jamais vu.

---

### **Seine-Saint-Denis – Bobigny**

#### **93 : Une expulsion au mépris de risques sanitaires et humains**

Romandie.com/ AFP - 19 mai 2011

Médecins du Monde (MdM) a réagi face à l'expulsion de 450 Roms d'un terrain situé à Pantin, alors que la vaccination de 130 personnes était prévue le lendemain. Les CRS sont tout de même venus expulser toutes les familles présentes sur le terrain.

« Il y a plusieurs cas de rougeole parmi ces personnes, également 4 cas de tuberculose, cette campagne était une nécessité, à présent on se retrouve avec ces personnes en errance, plus difficiles à localiser », a expliqué Livia Otal, coordinatrice technique pour les Roms à Médecin du Monde. L'expulsion a été ordonnée par la commune de Pantin.

Raisons du manque de coordination : les deux types de procédures ne se recoupent pas, ces services ne communiquent pas entre eux, selon le conseil général.

Aucune raison, donc, de retarder une expulsion, même en cas de risque d'épidémie, pour les Roms et les riverains.

--

### **Bouches-du-Rhône – Marseille**

#### **Incendie de squat à Marseille**

Laprovence.com - lundi 23 mai 2011

C'est le troisième incendie qui ravage un camp de Roms de l'agglomération marseillaise. Un entrepôt de 400m<sup>2</sup> a brûlé à La Capelette, le 19 mai à l'aube, heureusement sans faire de victimes. Les Roms, qui occupaient des cabanes mitoyennes de l'endroit, devaient en être expulsés avant l'été. Les causes potentielles de cet incendie : l'endroit, jonché de débris, a pu être utilisé pour extraire du cuivre en brûlant certains objets de récupération. Mais le problème ne réside pas dans le fait de trouver le coupable : les incendies répétés dans les camps de Roms inquiètent. Les camps continuent à fleurir à Marseille, parfois sur les décombres mêmes de sinistres, comme à celui du Cap Janet, sous la passerelle de l'autoroute A55.

Les habitants des camps vivent dans la menace permanente d'une tragédie, en particulier celui de la Belle-de-Mai, au-dessus de la passerelle de Plombières. Dégageant odeurs de déchets et parasites, il pourrait pousser les riverains à passer à l'acte criminel en tentant d'incendier la source de nuisances. La préfecture fait fermer squat après squat, mais sans reloger ses habitants, qui s'implantent là où ils peuvent, toujours. Il y aurait environ 2500 Roms à Marseille. Deux motifs principaux pour faire fermer des squats : un arrêté de péril, « en cas de risque encouru dans le squat », donné par la mairie et transmis à la préfecture, et l'ordre d'expulsion, que seul le propriétaire du terrain peut ordonner. Dans le cas de la Belle-de-mai, avec trois propriétaires différents, l'expulsion est reportée : « ça

bloque avec le troisième [propriétaire] qui ne veut pas engager de frais. Je pense qu'il ne veut pas prendre d'avocat."», confie José Allegrini, adjoint au maire de Marseille.

Une vingtaine de plaintes sera déposée sur le bureau du procureur, menace une habitante du quartier. Un arrêté de péril plane au-dessus du camp... et d'autres dans la zone. Il est temps de se pencher sur le relogement, de plancher sur une solution pérenne.

--

## **EUROPE**

### **BENELUX**

#### **Benelux : un accord dangereux pour les Roms**

[hns-info.net](http://hns-info.net) / Amnesty International - 16 mai 2011

La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont signé un accord d'expulsion des Roms et d'autres communautés minoritaires vivant sur leur territoire vers le Kosovo. Amnesty International tire la sonnette d'alarme : même si le gouvernement kosovar a commencé à adopter en 2010 une stratégie d'intégration des minorités rapatriées, les processus d'action sont incomplets (97% de chômage, pas d'accès à l'éducation, pas de prise en charge médicale sur place...). « Jusqu'à présent, le Kosovo n'a montré aucune volonté d'assurer la réelle réintégration au sein de la société des membres de communautés minoritaires qui sont renvoyés de force », appuie Sian Jones, chercheur sur la zone des Balkans à Amnesty.

Près de 200 personnes ont été renvoyées de force au Kosovo cette année : 62 Roms, 120 Ashkalis, Egyptiens, Serbes et Kosovars (Albanais du Kosovo). Ces expulsions doivent cesser, tant que le Kosovo n'a pas mis en place de structures destinées à mieux accueillir ces populations très minoritaires. Risquant de graves persécutions, ils sont recensés auprès du HCR (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) comme potentiellement éligibles à une « protection internationale durable ». Les comportements discriminatoires envers les Roms dans cette région sont systématiques, et 50% des arrivants repartent du Kosovo face à ce rejet, selon les ONG qui travaillent sur place.

Ils sont en droit de demander la protection internationale, pour défendre leurs droits dans cet exil forcé.

Cette campagne de défense des droits de l'homme, pour la dignité et l'égalité des chances, se retrouve sur le site d'Amnesty International : <http://www.amnesty.org/fr/demand-dignity>

--

#### **Schengen: réinstaurer certains visas ?**

[Lefigaro.fr](http://Lefigaro.fr) – 20 mai 2011

La Commission européenne a proposé le 24 mai de réinstaurer des visas de passage pour sanctionner les pays refusant de dissuader leurs citoyens de demander asile dans les pays de l'Union Européenne. Dans le collimateur de la CE : la Serbie et la Macédoine.

La Belgique en particulier accueille beaucoup de demandeurs d'asile originaires de ces régions, donnant lieu à des visites répétées du secrétaire d'Etat à l'Asile et aux Migrations, Melchior Wathelet.

A la suite d'une communication présentée le 4 mai aux gouvernements de l'UE, la sanction est proposée par la Commissaire en charge des questions d'asile et d'immigration, Cecilia Malmström. Elle précise que proposition vise "les cas où une exemption de visa donnerait lieu à une immigration irrégulière à grande échelle, ou à des abus, ou mettrait en péril la sécurité".

Proposition soumise à l'approbation des ministres de l'intérieur de l'UE les 9 et 10 juin à Luxembourg. Rappelons qu'en 2009, l'UE avait supprimé l'obligation de visas pour les ressortissants de Serbie, de Macédoine et du Monténégro souhaitant se rendre dans les 25 pays membres de l'accord Schengen.

--

## **Italie**

### **Berlusconi frappe bien bas**

Lci-TF1- 23 mai 2011

"Milan ne peut pas devenir une ville islamique, une 'Tziganopolis' pleine de camps de Roms et assiégée par les étrangers auxquels la gauche veut même donner le droit de vote". Voici comment le Premier Ministre italien avait choisi d'appeler ses électeurs à se mobiliser, une semaine avant le second tour des élections municipales, lors desquelles un basculement de la capitale lombarde plus à gauche devait se produire.

"Une ville comme Milan, une des capitales les plus importantes d'Europe du point de vue de l'intelligence, de la créativité et de l'esprit d'entreprise, ne voudra certainement pas se livrer à l'extrême gauche avec le risque de devenir une ville désordonnée, chaotique sans sécurité", assène-t-il. "Nous devons aller voter car nous ne voulons pas livrer Milan à une gauche autoritaire. Nous devons voter pour défendre nos intérêts, nos droits et notre liberté", a-t-il conclu.

--

## **ETRANGER**

## **Suisse**

### **Procès de Roms pour mendicité**

Tribune de Genève - 16 mai 2011

Une cinquantaine de Roms vivant en Suisse devaient être traduits devant le Tribunal de police dans la semaine du 15 mai, pour avoir refusé de payer les amendes pour mendicité. Mais lors du premier procès, les deux avocates de Mesemrom, l'association de défense des Roms, ont déclaré que les contraventions en question n'étaient pas valables.

Me Bazarbachi a, en début de séance, clarifié ce point immédiatement : se basant sur « l'un des protocoles de la Convention européenne d'entraide en matière judiciaire, l'avocate affirme que «le

Service genevois des contraventions n'est pas habilité à envoyer des actes de justice en Roumanie». Le Canton aurait omis de placer le service d'envoi à l'étranger sur la liste des autorités compétentes publiée en 2009 par la Confédération. «Donc depuis la fin de 2009, le Service des contraventions viole le droit international», avance l'avocate de Mesemrom.

Mais l'incident est rejeté, et le premier procès, celui d'une jeune mère Rom de 23 ans, a repris. Divers gendarmes témoignent rapidement des verbalisations successives, et à l'aide d'une interprète, la jeune femme explique son manque de ressources, son mari et son fils asthmatique, et dresse la cartographie des lieux où elle mendie, très connus des habitants et de la police, et où elle a reçu diverses amendes.

La cour du Tribunal l'a reconnue coupable, et condamnée à 200 francs suisses d'amende, au lieu des 1000 francs du cumul de ses amendes, et à une journée de privation de liberté en cas de non paiement.

Les avocates des Roms sont satisfaites de ce verdict «qui prend en considération la précarité des Roms», et espèrent que d'autres juges montreront la même clémence. Selon un décompte fait par l'association, plus de 10 000 amendes ont été distribuées à 200 mendiants Roms depuis fin 2009. Les avocates ont annoncé qu'elles pourraient remonter très haut : «S'il le faut, nous irons jusqu'au Tribunal fédéral et à la Cour européenne des droits de l'homme, notamment parce que nous demandons la nullité de toutes les amendes envoyées en Roumanie.»